

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la Transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche

Représentant de l'acheteur

Monsieur, François Gorieu, Directeur Départemental des Territoires de l'Isère

Objet du marché

Démolition et désamiantage d'une propriété exposée aux risques de chutes de blocs à Chantepérier (38)

Remise des offres

Date limite de réception : 9 septembre 2025 à 12h00

Le mois m0 correspond au mois de la date de remise des offres.

Référence du marché : DDT38-SSR-RM-2025-02 du 22 juillet 2025

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP

Le présent CCAP comporte 0 annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ.....	4
lieu d'exécution :.....	4
ARTICLE 2 – DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ.....	4
2-1. Forme du marché.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
ARTICLE 3– INTERVENANTS.....	4
3-1. Maîtrise d'œuvre.....	4
3-2. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.....	4
3-3. Sous-traitant.....	5
ARTICLE 4– DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAI D'EXÉCUTION.....	5
4-1. Durée du marché.....	5
4-2. Délai d'exécution.....	5
4-3.1 Notifications par le maître d'ouvrage.....	5
4-3.2 Notifications par le maître d'œuvre.....	6
ARTICLE 5– PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
ARTICLE 6– CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	6
ARTICLE 7– OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	7
7-1. Application de la réglementation du travail.....	7
7-1.1. Mesures d'ordre social.....	7
7-1.2.Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	7
Intervenants étrangers.....	7
Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	8
7-2. Responsabilités et Assurances.....	9
7-2.1 Responsabilités.....	9
7-2.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	9
.....	9
ARTICLE 8– PRIX ET RÈGLEMENT.....	10
8-1. Contenu des prix.....	10
8-2. Variation dans les prix.....	10
Les prix sont révisibles selon le coefficient de révision Cn donné par la formule :.	10
8-3. Modalités de transmission des pièces de paiement.....	10
8-4. Délai global de paiement.....	11
8-5. Paiement des cotraitants.....	11
8-6. Paiement des sous-traitants.....	11
8-7. Avances.....	11

8-8. Retenue de garantie.....	12
ARTICLE 9 – PÉNALITÉS.....	12
9-1. Pénalités pour retard d'exécution.....	12
9-2. Pénalités pour travail dissimulé.....	13
9-3. Autres pénalités.....	13
.....	13
ARTICLE 10 – PRÉPARATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	13
10-1. Préparation et installation du chantier.....	13
Classeur de chantier.....	14
10-2. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier.....	14
10-3. Analyses.....	15
10-4. Documents à fournir après exécution.....	15
10-5. Réception et réceptions partielles.....	15
ARTICLE 11 – CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	15
ARTICLE 12 – RÉILIATION.....	16
ARTICLE 13 – RÈGLEMENT DES LITIGES.....	16
ARTICLE 14 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	16

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

le désamiantage et la démolition d'une propriété exposée aux risques de chutes de blocs

lieu d'exécution :

66 chemin du grand rocher
Hameau de la Chalp
38740 CHANTEPÉRIER (ISÈRE)

ARTICLE 2 – DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

2-1. Forme du marché

Le marché est un marché ordinaire passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L2123-1 du CCP

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition ni en tranches ni en lots.

ARTICLE 3– INTERVENANTS

3-1. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre en charge de l'opération est :

BETREC Ingénierie
Agence de Lyon
Tour part-Dieu
129 rue Servient – CS 63337
69326 LYON CEDEX 03

Sauf stipulations contraires, la notifications des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

3-2. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs

La mission de coordination en matière de SPS est assurée par :

SOCOTEC Construction
11 rue Saint-Maximin
69416 LYON

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

3-3. Sous-traitant

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par le maître d'ouvrage et de l'agrément de ses conditions de paiement. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

ARTICLE 4– DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAI D'EXÉCUTION

4-1. Durée du marché

Le marché débute à compter de sa date de notification et s'achèvera à la réception des travaux.

4-2. Délai d'exécution

Le planning prévisionnel des travaux est donné dans le dossier de consultation.

Le délai d'exécution des prestations court à compter de la date inscrite dans l'ordre de service de démarrage. Le délai d'exécution de la période de préparation court à compter de la notification du marché.

	Débute à notification du marché	Débute à ordre de service
Prise d'effet du marché (durée)	x	
Dépôt du plan de retrait amiante	x	
Préparation du chantier	x	
Début des travaux (délai d'exécution)		x

Le délai de la période de préparation est d'1 mois.

Le délai d'exécution des travaux est de 3 mois.

4-3 Formes des notifications

4-3.1 Notifications par le maître d'ouvrage

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plateforme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement.

Il est rappelé que la notification faite via la plateforme Place est réputée avoir eu lieu même en l'absence de consultation par le titulaire au-delà de 8 jours à compter de l'envoi conformément à l'article 3.1 du CCAG travaux.

4-3.2 Notifications par le maître d'œuvre

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'œuvre pourra procéder à la notification de toutes les informations au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement par courriel.

Le titulaire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

ARTICLE 5– PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et son annexe
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- L'offre technique du titulaire
- La décomposition du prix global et forfaitaire et le cas échéant tableau de répartition entre cotraitant
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

ARTICLE 6– CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental en application des dispositions de l'article 20.2 du CCAG. Ils ont pour objectifs de :

- trier, tracer et éliminer les déchets selon leur nature (matériaux contenant de l'amiante, déchets non dangereux...) ;
- valoriser les déchets qui peuvent l'être : réutilisation des gravats issus de la démolition pour la construction du merlon, recyclage de la charpente en bois et des planchers, broyage des déchets dans le cadre des travaux de jardinage
- limiter les impacts du chantier sur l'environnement : réduction des nuisances (poussières, vibrations, bruits), protection des milieux naturels, limitation des consommations électriques et eau, limitation de émissions de gaz à effet de serre

ARTICLE 7- OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7-1. Application de la réglementation du travail

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

7-1.1. Mesures d'ordre social

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants le respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

7-1.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du
..... ayant pour objet »*

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités du présent CCAP.*

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - ✓ les salariés détachés par ses soins,
 - ✓ les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ✓ ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du Code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du Code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

7-2. Responsabilités et Assurances

7-2.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

7-2.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'ouvrage, le titulaire justifie, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8– PRIX ET RÈGLEMENT

8-1. Contenu des prix

Les prix sont ceux indiqués dans le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Ils doivent être établis en euros hors taxes.

8-2. Variation dans les prix

Les prix sont révisibles selon le coefficient de révision C_n donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des
: prix moins 3 mois ;
 I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des
prestations moins 3 mois.

Le mois d'établissement des prix du marché appelé « mois zéro » (m_0) est fixé en page une du présent CCAP. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

L'index de référence I est TP01 : Index général tous travaux. Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

8-3. Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro de marché : **DDT38-SSR-RM-2025-02**
- le numéro de SIRET de l'État : **110 002 011 000 44**
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » : **CGFB200069**
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- les références bancaires de l'entreprise (les mêmes que sur l'acte d'engagement).

8-4. Délai global de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8-5. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

8-6. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8-7. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 8.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le acheteur. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Le titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance. L'acte d'engagement permet au candidat d'indiquer s'il renonce ou non au bénéfice de l'avance. En cochant la case oui, le candidat refuse le versement de l'avance. En cochant la case non, le candidat accepte le versement de l'avance.

8-8. Retenue de garantie

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 3 % dans les conditions prévues aux articles R2191-32 et suivants du CCP. Cette sûreté s'applique sur l'intégralité des prestations objet du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du CCP. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article R2191-35 du CCP.

ARTICLE 9 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

Conformément à l'article 19.1.1 du CCAG-travaux, les pénalités sont calculées en jours calendaires (samedi/dimanche inclus).

9-1. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le titulaire subit, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux pour lequel un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixée une pénalité fixée à 500 € par jour de retard.

9-2. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé, le maître d'ouvrage applique une pénalité de 1 000,00 € par travailleur dissimulé.

La pénalité pour travail dissimulé s'applique sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

9-3. Autres pénalités

Les autres pénalités s'appliquent sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Pénalité pour absence aux réunions de chantier fixés par le maître d'œuvre

→ En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 100 €.

Pénalité pour non remise de document

→ En cas d'absence de non remise de document prévu dans le marché le titulaire encourt une pénalité de 200€ par jour de retard

Pénalité pour défaut des règles de sécurité du chantier (ex : non respect de la signalisation, non respect des entrées ou sorties de chantier ...)

→ En cas d'infraction ou de défaut de respect des règles de sécurité du chantier, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 300 € par cas constaté.

Pénalité pour non respect d'une clause du PPSPS

→ En cas de non-respect d'une clause du PPSPS, le titulaire encourt une pénalité journalière de 300 €.

Pénalité pour dommages causés à l'environnement

→ En cas de non-respect des clauses environnementales de l'article 6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité journalière de 300 €.

→ En cas de dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes, le titulaire encourt une pénalité de 10 000€ par cas.

ARTICLE 10 – PRÉPARATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

10-1. Préparation et installation du chantier

La période de préparation débute à compter de la notification du marché.

Le titulaire fournit au maître d'œuvre lors de la première réunion de chantier le calendrier détaillé des prestations des travaux dans le respect du planning prévisionnel des travaux figurant dans la consultation.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du Code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les travaux préparatoires et travaux préalables au désamiantage sont précisés aux articles 3.1 et 3.2 du CCTP. Il est à noter que le titulaire devra établir **un plan de retrait des produits amiantés** dans les 10 jours ouvrés à compter de la notification du marché. Le titulaire devra adresser pour relecture son plan de retrait au maître d'œuvre Betrec et son PPSPS au coordonnateur SPS. Le plan de retrait validé sera ensuite adressé 30 jours avant de débuter les travaux aux organismes de prévention (Inspection du travail, médecine du travail, CARSAT, O.P.P.B.T.P) et au maître d'ouvrage.

Les travaux préparatoires au retrait sont précisés à l'article 3.3 du CCTP.

10-2. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier et ce pendant toute sa durée.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet.

Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Le titulaire s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

10-3. Analyses

Lors du retrait des matériaux amiantés, le titulaire fera réaliser des analyses et contrôle conformément à la réglementation. Les analyses sont précisées à l'article 4.9 du CCTP.

10-4. Documents à fournir après exécution

Après les travaux de désamiantage, le titulaire fournira un rapport comprenant les éléments décrits à l'article 4.1.3 du CCTP.

Les documents à fournir après exécution respectent les stipulations de l'article 40 du CCAG travaux .

10-5. Réception et réceptions partielles

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux. Le titulaire avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Une réception partielle pourra être réalisée à l'issue de la démolition avant la remise en état de la piste d'accès dans les conditions de l'article 42 du CCAG travaux.

ARTICLE 11 – CLAUSE DE RÉEXAMEN

Face à toute circonstance imprévisible, le titulaire et l'acheteur doivent examiner de bonne foi les conséquences notamment financières de ces événements et l'éventuelle prise en charge partielle ou totale des surcoûts éventuels par voie d'avenant conformément aux articles 53 et 54 du CCAG travaux.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 13 – RÈGLEMENT DES LITIGES

S'il apparaît un différend entre le titulaire et le maître d'ouvrage du fait de l'exécution du présent marché, tant en termes techniques qu'administratifs ou financiers, le titulaire s'engage au préalable à toute procédure contentieuse, à rechercher une solution amiable. Chaque partie s'engage à contacter l'autre partie par écrit avec date certaine de réception, afin de chercher un tel règlement amiable.

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Grenoble.

ARTICLE 14 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles ci-après :

CCAP 7-2.1	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG travaux
CCAP 9	déroge à l'article	19-2-1 du CCAG travaux
CCAP 9-1	déroge à l'article	19-2.3 du CCAG travaux